

Quelques manipulateurs haut placés dans les institutions appellent à manifester le 15 novembre avec le mot d'ordre « laissez-nous décider de l'avenir de nos territoires ». Nous estimons utile de corriger les déformations et mensonges sur lesquels ce texte est basé.

« Le processus démocratique a été respecté pour l'élaboration de la retenue de Sivens. »

L'enquête publique a été bâclée : pas de réelle réunion publique, pas de débat public, non-respect des avis défavorables du CNPN qui étaient pourtant une condition à l'autorisation des travaux et aux déclarations d'utilité publique et d'intérêt général.

Pour preuve du manque de démocratie, nous insistons sur le fait que la grande majorité des Tarnaises et Tarnais ne connaissaient pas le projet de barrage avant que nous occupions le terrain.

« Les citoyens tarnais sont capables de prendre leurs responsabilités et de décider avec représentants qu'ils ont élus, de l'aménagement du territoire qu'ils souhaitent. »

Il a de plus fallu que le Collectif pour la Sauvegarde de la Zone Humide du Testet menace de saisir la CADA (Commission d'accès aux documents administratifs) pour que soient rendus publics les rapports de la CACG. Comment les citoyen-nes pourraient être capables de prendre les décisions sans qu'on leur en donne les moyens : documents cachés, désinformation...

Les Conseillers Généraux eux-mêmes ont voté un projet et ses avenants sans en connaître le réel contenu, faisant confiance à quelques technocrates encravatés avec qui ils ont des intérêts convergents.

Par ailleurs, la politique agricole et les enjeux écologiques sont une problématique globale pour laquelle l'échelle départementale n'a aucune pertinence. De plus, le Conseil Général du Tarn ne finance qu'une petite partie du projet. Les financements viennent de partout ; les occupants aussi.

« Les Tarnaises et les Tarnais qui vivent sur, et grâce à ce territoire ne supportent plus d'être victimes de faits inacceptables. Combien de menaces proférées, combien de gestes d'agression, combien de biens vandalisés, subtilisés, de professionnels entravés dans la marche de leur activité ? »

Combien de personnes ayant subi ou été témoin de ces soi-disant faits inacceptables connaissez-vous ? D'une part, l'intox et la désinformation sont utilisées contre nous depuis le début de notre occupation par quelques personnes ayant des intérêts directs ou indirects à défendre ce projet.

D'autre part, nous avons toujours été et resterons ouvert-e-s au dialogue et à la facilitation des relations. Nous avons organisé une réunion pour discuter des relations de bon voisinage le 8 octobre à Gaillac et cherchons des arrangements avec ceux et celles avec qui nous sommes en désaccord.

Il est honteux que ceux et celles-là même qui méprisent les populations présentes et futures et détruisent leurs conditions de vie se réfugient derrière les termes de « démocratie », « république », « citoyen », « respect » pour condamner un mouvement populaire et légitime !

